

SOMMAIRE

P.2 : Nos mémoires vivantes
« Gérard Niedda »

P.3 Edito : Lorsque le train de
l'histoire nous rattrape
« Jean José De Ubeda »

P.4 et 5 : 1936 les Olympiades
de Barcelone
« Yves Pellegrino »

P.6 et 7 La journée d'étude du
CNR

P.8 Les publication de l'Institut



Louis Saillant
Responsable de la
CGT

Président du CNR



Le Comité National de la Résistance



Journée d'étude sur le CNR 28 mai

Bourse du Travail 13 avenue Amiral Collet - 83000 TOULON

Tel: 04 94 18 94 50

Site Internet: www.ihscgt-var.org/ mail: ihscgt83@gmail.com Directeur de la publication: Yves Pellegrino

N° CPPAP: 1028 G 92389 - Journal imprimé par nos soins.



LMV: peux-tu nous dire d'où vient ton engagement à la CGT?

Mon engagement militant prend naissance dans mon vécu familial. Mon père, né en 1905, en Sardaigne a fui avec ses parents et ses frères et sœurs, le fascisme Mussolinien naissant. En 1925, les voilà traversant à la rame les bouches de Bonifacio. Ce fut alors la remontée de la Corse, jusqu'à Calvi puis un embarquement sur un voilier pour atteindre Marseille. Les italiens, à l'époque étaient concentrés à l'Estaque ne pouvant en sortir qu'avec un contrat de travail. En 1936 Papa, avec ses camarades du port bloquait les docks et le port. 20 jours après, les congés payés et de belles avancées sociales étaient acquises. 1943, papa membre d'un groupe de résistants au Panier, après l'évacuation et la destruction du quartier a repris seul, sans autre moyen de locomotion que son corps, son chemin. 250 kms plus loin, à la frontière italienne à Sospel, intégrant un maquis d'immigrés italiens et de gars du coin, il a rencontré ma mère, agent de liaison. 1947, ils partaient pour trouver du travail, leurs chemins s'arrêtaient à Toulon, les reconstructions attiraient ces gens qui ne cherchaient qu'à vivre. En 1949, les mines de bauxite autour de Brignoles embauchaient. C'est là qu'il adhère à la CGT et au PCF. Je me rappelle de la grande grève des mineurs en 1963, Papa partait tous les matins tenir des piquets de grève, avant les assemblées générales qui décidaient de la poursuite du mouvement. Le soir en rentrant il parlait des difficultés rencontrées avec FO, « syndicat des patrons ». Deux ans plus tard, il est parti à la retraite, mais toute une vie de travail pour une retraite de misère, il a continué à travailler se faisant embaucher à la journée. Ma mère en plus de s'occuper du foyer, faisait des ménages dans les familles bourgeoises du village. Certaines images resteront à jamais inscrites en moi. Maman à genoux dégrasant les tomates, ou à laver du linge, repassant. Cette dignité toujours présente « Vous pouvez marcher droit dans la rue, nous ne devons rien à personne ». Mon frère a travaillé dès 15 ans chez un plombier, chez un garagiste. Pour ma part, dès 13 ans durant toutes les vacances scolaires, papa me faisait embaucher avec lui. De toute évidence, le chemin de luttés, de combats tracés par mes parents devait être poursuivi. Il m'était évident qu'il fallait m'engager.

LMV: quel a été ton parcours syndical?

Je suis parti en juillet 1972 à Nanterre, à l'époque, l'administration embauchait, comme auxiliaire, me voici seul à 900 kms de chez mes parents, auxiliaire à la direction générale des impôts. C'est là que j'ai rencontré Jean Hennion, militant CGT au cadastre (qui deviendra Secrétaire Général de l'UD CGT Var dans les années 1990-ndlr), mon adhésion était une évidence. Et les premiers pas de militants, distribution de tracts, manifestations. Mon engagement a pris une nouvelle dimension en 1977, agent de catégorie C, muté à Toulon, je retrouve Jean, me voilà membre de la CE de la section départementale et membre du bureau, les réunions de bureau étaient tenues après les heures de travail. Cet engagement s'est poursuivi jusqu'à ce jour. Retraité, le combat ne peut pas cesser, me voilà membre de la CE de l'USR CGT 83 et du CAO de l'IHS.

LMV: Quel est le conflit qui t'a le plus marqué?

Des grèves, des manifestations ont marqué mon parcours professionnel. Une en particulier a été marquante. Celle de l'ensemble au plan national des services fiscaux en 1989. Depuis plusieurs années la colère enflait, très peu de moyens en matériel et en condition de travail, des effectifs qui diminuaient sensiblement. Dès le second semestre 1988, les agents et tournées de service se sont amplifiées pour d'une part recueillir les revendications des agents, et avec eux trouver la forme d'action la plus adaptée. Un constat était évident, l'action de 24 h « ça ne sert à rien » ; « il faut bloquer au maximum les entrées fiscales ». L'idée a cheminé, les discussions entre les différentes organisations syndicales ont été difficiles. La nécessité d'agir a continué à guider les réflexions. En Février, mars 1989, la CGT avec le Syndicat autonome SNU, ont lancé l'idée d'une grève des agents des recettes (encaissement de la tva, des droits d'enregistrement) financée par les agents des autres services. Dès Avril, certains départements dont le var entraient dans la lutte. Des AG journalières étaient mises en place à l'entrée des services (information de initiatives en cours, discussions sur les suites à donner au mouvement), le Minitel nous aidait bien à échanger nos informations. Malgré les temps forts de l'Action où la totalité des services était appelée à s'arrêter et à manifester, le sentiment qu'il fallait durcir les actions progressaient. En Juin, les AG décidaient de faire une pause pour l'été, rendez vous était fixé à la rentrée. En Septembre, vers le 15, décision était prise d'appeler à une grève reconductible de l'ensemble de la DGI. Les AG décidaient jour après jour de poursuivre les actions. Fin octobre 1989 un accord national de reprise était signé, de belles avancées avaient été.

Je dis souvent que l'IHS CGT ne fait pas de l'Histoire par nostalgie ou de façon contemplative,

Lors du congrès de nos camarades de l'AIA de Cuers, j'ai eu l'occasion de répéter cette citation attribuée à Karl Marx entre autres personnages importants de notre histoire :

« Celui qui ne connaît pas son histoire est appelé à la revivre » Nous

venons de commémorer les 80 ans du Conseil National de la Résistance.

Alors qu'en cette période la France était plongée dans les heures sombres de l'occupation, comme écrasée par cette peste brune nazi. Quelques hommes ont trouvé le courage, de se réunir en dépit de leurs différences. Ils ont eu la volonté et la lucidité d'élaborer le programme des jours heureux. Ils ont rédigé un programme, un dessein qui allaient donner à notre pays le fondement de notre modèle social pour de longues années à venir.

Il est basé sur des principes sociaux d'entraides et de solidarité mais aussi sur la mise en place d'un système économique et d'un plan souverain d'Etat financé par les nationalisations, et avec la participation et l'implication de chacun suivant ses moyens. Il permettra, en donnant à chacun en fonction de ses besoins et suivant les principes de laïcité et d'égalité, de réaliser, pendant de nombreuses années une élévation du niveau de vie jusque-là jamais réalisée dans l'histoire de l'humanité

Nous avons fêté nationalement les débarquements. Commémorant la mémoire d'hommes et de femmes venus, suivant ces mêmes principes de libertés, combattre le nazisme, l'extrême droite, les idées fascistes. Ils ont donné leurs vies pour que ce système, cette bête immonde, permettant la suprématie de certains hommes sur d'autres au regard d'ignominies racistes soit terrassée. Sans tous ces héros, que serait la France ?

Quelle serait notre société alors qu'une grande partie de la France silencieuse, attentiste, abstentionniste, réactionnaire dans l'âme et dans la culture avait déjà laissé s'installer la ségrégation dans cette période de drôle de guerre pour certains ou de collaboration pour d'autres poussés par leur cupidité dévergondée et immorale.



Jean José De Ubeda
Membre du bureau
de l'IHS

Un pays que l'impérialisme américain avait déjà remis entre les mains d'un général Vichyste. Les mêmes capitalistes américains qui, avec le plan Marshall, allaient faire d'une pierre deux coups, leur propre enrichissement, et l'assujétissement de l'Europe au consumérisme abrutissant à leur « fonds de commerce ».

Une économie et une société qui fonctionnent suivant les uniques règles du marché régulé par lui-même et qui nous a déjà conduit et nous conduira encore à la destruction de la planète et de toutes les espèces vivantes qui y habitent. Une philosophie économique et sociale qui a servi de ligne directrice aux différents traités européens venant supplanter le pouvoir législatif représentatif des Français. Une philosophie qui a conduit à la situation inversée de la genèse de ces accords internationaux de paix entre pays en réintroduisant des guerres sur toute la surface du globe.

Et pourtant : Nous y voici !

La France des lumières qui, dit-on, éclaire le monde a parfois laissé d'importantes zones d'ombre et d'ignorance dans certains de ses recoins. Ignorant tout de leurs histoires et gagnés par cette haine que peut générer l'incertitude et la peur, ils sortent de leur isolement pour venir jeter dans l'urne le bulletin noir de la colère et du rejet.

Toujours cette même rancœur et désespérance savamment alimentées par une propagande au service du pouvoir de l'argent et de ceux qui le possèdent. Elle est basée sur le rejet d'un autre désigné au prétexte d'une différence quelconque. Maintenir cette inculture et ce révisionnisme historique et social pour toujours servir les mêmes fins de leurs profits aux dépens et grâce à ceux qui adhèrent à leurs idées. Hannah Arendt a écrit "La principale caractéristique de l'homme de masse n'est pas la brutalité ou le retard mental, mais l'isolement et le manque de rapports sociaux normaux.

Il n'existe pas de sauveur suprême mes camarades ! Nous ne pouvons que compter sur nous, sur la force de nos actions qui s'acquière avec l'union. Elle est là notre vie syndicale, sociale. Notre vie et celle de nos enfants de l'humanité !

« Un jour viendra où je serai parmi, Les constructeurs d'un vivant édifice, La foule immense où l'homme est un ami. » P. Eluard

Par Yves Pellegrino



Derrière les exploits sportifs des JO il y a d'autres enjeux . Aujourd'hui gagnés par l'argent roi où règne la rentabilité financière et sur le dos des financements publics des Etats .

En 1928, les villes de Barcelone, Berlin, Istanbul, entre autres, posent leur candidature auprès du Comité international olympique (CIO) pour l'organisation des Jeux olympiques de 1936

En mai 1931, le CIO se réunit pour choisir la ville où se dérouleront les Jeux. Le baron Pierre de Coubertin et le CIO effrayés par la nouvelle République espagnole votent en faveur de Berlin, capitale de la République de Weimar. Cependant, après la nomination d'Hitler comme chancelier en janvier 1933, les athlètes non aryens sont exclus ou déçus de leurs titres ce fut le cas du boxeur Eric Seelig né le 15 juillet 1909 à Bromberg en Allemagne.

En 1934, la Coupe du Monde de football se tient en Italie. Le sport est alors intégré comme instrument de propagande par les régimes fascistes.

Des manifestations importantes se déroulent alors en Europe et surtout aux États-Unis contre la tenue des Jeux à Berlin. Une pétition pour le boycott est signée par plus de 500 000 personnes et les manifestations rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes. Le Comité international pour le respect de l'idée olympique est alors créé à Paris, tandis que le mouvement sportif ouvrier français, réunifié par la constitution de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) à la fin de l'année 1934, lance le slogan : « Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin ! ». Le journal *Sport* écrit ainsi, le 9 octobre 1935 : « La loi olympique est violée chaque jour, aucune garantie de liberté n'est accordée aux sportifs juifs et catholiques. Dans ces conditions, notre devoir, ainsi que celui de tous les hommes d'honneur, est de dénoncer vigoureusement les pratiques hitlériennes et de demander le transfert des Jeux dans un autre pays ».

Le 6 février 1934 à Paris, le front populaire est adopté en France (Mais aussi dans d'autres pays). À partir du début de l'année 1936, l'IRS (Internationale Rouge sportive) projette la tenue de « jeux sportifs populaires » dans plusieurs pays comme manifestations contre « l'Olympiade hitlérienne » de Berlin ; c'est la ville de Barcelone qui est retenue . Cette fête doit réunir tous les sportifs progressistes d'Espagne, de Catalogne, ainsi que les sportifs de tous les pays. L'Internationale sportive prendra de son côté des mesures pour aider à l'accomplissement de ses tâches » du Front populaire espagnol.

Début mai, le Comité d'organisation fixe le programme de l'*Olimpiada Popular* et le Comité d'organisation de Barcelone envoie en juin les invitations officielles. La cérémonie d'ouverture est fixée au 19 juillet 1936.

Plusieurs milliers d'athlètes appartenant à 22 pays différents s'inscrivent alors. Les délégations les plus nombreuses sont celles d'Espagne et de France. Les États-Unis, les Pays-Bas, la Belgique, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Algérie et la Palestine sont également représentés, tandis que les équipes allemandes et italiennes sont composées d'exilés politiques. Des équipes représentant la Catalogne, la Galice, le Pays basque, l'Alsace et des exilés juifs étaient également enregistrées. La plupart des sportifs sont membres d'associations sportives ouvrières ; peu appartiennent aux fédérations sportives officielles.

On décide d'utiliser l'infrastructure hôtelière construite pour l'Exposition internationale de 1929 et le Stade de la ville pour accueillir les compétitions.

En France, l'extrême droite et les ligues fascistes soutiennent les Jeux olympiques de Berlin, tandis que le PCF prend officiellement parti pour les Olympiades populaires. Les épreuves qualificatives se tiennent le 4 juillet 1936 au stade Pershing, à Paris, en compagnie du secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs, Léo Lagrange. Mille deux cents athlètes s'inscrivent alors pour ces Olympiades antifascistes. La même semaine, le ministre des Transports Pierre Cot, André Malraux, Léo Lagrange et d'autres dirigeants du Front populaire participent à Garches (Hauts-de-Seine) à une journée de soutien aux Olympiades et contre les Jeux olympiques racistes de Berlin.

Le gouvernement Blum décide de refuser les subventions aux participants et aux partisans des Olympiades de Barcelone, les frais étant à la charge des délégations et des athlètes.

En outre, Blum inscrit un débat à l'ordre du jour à l'Assemblée nationale, où il dispose sans peine de la majorité parlementaire. Florimond Bonte, député communiste déclare alors : « Aller à Berlin, c'est accepter une sorte de complicité avec les bourreaux, c'est river les fers aux pieds des victimes, et c'est couvrir leurs plaintes que de chanter en chœur, avec le maître du Reich, l'hymne à la gloire du sport. ». Le 9 juillet a lieu le vote sur la participation de la France aux Jeux olympiques de Berlin. La droite vote pour, tandis que l'ensemble de la gauche s'abstient.

Dès le 14 juillet, les sportifs français prennent la route de Barcelone. Chaque arrêt dans les gares sert de prétexte à des manifestations spontanées : on chante *L'Internationale*. Les derniers participants, ne parlant pour la plupart ni espagnol ni catalan, arrivent le 18 juillet au matin.

Finalement 6000 athlètes sont au rendez-vous venus de 34 pays . Les délégations les plus importantes sont espagnoles et françaises, mais les sportifs viennent du monde entier, URSS et USA compris. La plupart des sportifs sont membres d'associations et de clubs sportifs syndicaux essentiellement de la CGT pour la France ou bien de partis de gauche. Peu appartiennent aux comités sportifs publics ou olympiques. En France, quelques fédérations sportives autorisent néanmoins leurs membres à participer à ces contre-jeux comme celle d'athlétisme, de rugby ou de lutte.

Des jeux stoppés par le coup d'Etat de Franco

Dans la nuit du 18 au 19 juillet , les premiers coups de feu éclatent à Barcelone C'est le signal du coup d'état du général Franco contre la nouvelle république espagnole . Bien que la plupart des sportifs restent dans leurs hôtels dans la journée du 19, certains descendent dans la rue et participent à l'offensive contre les militaires. Quelques-uns sont blessés ou tués. Le calme revient sur la ville le lendemain, et le 23 juillet Jaume Miravittles, secrétaire du comité exécutif des Olympiades populaires de Barcelone, annonce l'annulation des jeux.

Le lendemain, les premières colonnes de miliciens partent en direction de l'Aragon.



Le gouvernement Blum donne alors l'ordre aux délégations de revenir immédiatement, affrétant deux paquebots partis de Marseille. Il leur est demandé 150 francs pour « frais de rapatriement ». Plusieurs athlètes décident cependant de rester sur place : « Nous étions venus défier le fascisme sur un stade et l'occasion nous fut donnée de le combattre tout court »



L'armée républicaine riposte au coup d'Etat de Franco

... A Berlin en août 1936...

En août 1936, dans le gigantesque Olympiastadion de Berlin, plus de 100 000 spectateurs sont réunis. La foule est acquise à Adolf Hitler, qui a pris le pouvoir trois ans plus tôt. En réunissant 4 000 athlètes de issus 49 nations pour les JO, le III^e Reich entend impressionner son monde.

A l'ouverture des JO les athlètes français défilent en faisant le salut olympique, qui fut souvent mal interprété comme un salut nazi, alors que les délégations anglaise et américaine détournent la tête devant la tribune d'Hitler.

Malgré l'idéologie du régime nazi, Jesse Owens (Photo)– petit fils d'esclave de l'Alabama – affirme que, pour lui, seuls le sport et les médailles comptent. *Il réussit réussi un exploit magnifique. Il a battu le record du monde des cent mètres avec 10"2/10. On applaudit le superbe athlète noir*



Le lendemain, Owen remet ça. Il remporte l'épreuve de saut en longueur. Le surlendemain, Owens fait tomber les records du 200 mètres et du 4 x 100.

L'Humanité, dans son édition du 5 août précise que «le "Führer" félicite théâtralement tous les vainqueurs, sauf le magnifique athlète noir Owens». «Les champions américains de couleur continuent à mettre en pièces les plus belles théories racistes de la supériorité des aryens



Les 2 questionnements essentielles posées par le secrétaire général de l'UD

Dans son introduction au débat, Richard Roméo Secrétaire général de l'UD rappelle l'intérêt de cette journée d'étude : « La CGT et son Institut d'Histoire Sociale vous remercient de votre présence nombreuse pour une journée que nous voulons à la fois porteuse d'histoire et tournée vers l'avenir.

Le 15 mars dernier était le jour anniversaire du programme du Conseil National de la Résistance. Il n'est pas question de célébrer une vision mythifiée et nostalgique du passé ou des événements, mais de rappeler que si le monde a changé, les exigences de la CGT restent les mêmes avec quelques éléments nouveaux.

La CGT agit toujours pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes. »

L'assemblée est invitée à regarder la vidéo dont le lecteur pourra prendre connaissance

« L'histoire du CNR »,
film de Jeanne Menjoulet
https://youtu.be/_31HIZk_VzY

Pour lancer le débat Richard Roméo qui animera la journée soumettra à la salle 2 Interrogations

1° Le programme du CNR, une rupture avec le capital » va nous permettre de comprendre comment le programme a pu être élaboré, comment il a été l'objet de nombreuses batailles à la Libération, comment aussi il a été en partie détricoté.

2° Résister aujourd'hui, construire demain. Elle nous permettra d'être en plein dans l'actualité des responsabilités des générations actuelles.

Durant le débat, pour l'IHS, Yves Pellegrino, André Prone Jean José De Ubéda du bureau de l'IHS interviendront



Pour Yves Pellegrino, L'autorité de la CGT, son influence, son rapport de force face au patronat (Louis Saillant dirigeant de la CGT a été président du CNR) on la doit aussi à son histoire.

1895, l'acte de naissance de la CGT avec pour ligne d'action « d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroites solidarités les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ».

1906 au congrès d'Amiens, un besoin de clarification s'exprime et pousse la CGT à réaffirmer son identité en

LA LECTURE : UN OUTIL MILITANT:

Plus de 30 livres ont été vendus de la collection de l'IHS CGT Var

La CGT et guerre du Vietnam

La Défense des conquies sociaux,

La marchandisation de la santé,

Crises fascisme guerre,

Noirs desseins

Mais aussi : Les cahiers de l'IHS CNR

Solidarité Gaza

Tous ces livres sont à la disposition au bureau de l'IHS à la bourse du travail de Toulon



défendant un **syndicalisme de lutte de classe, indépendant et à vocation révolutionnaire à mener pour la disparition du salariat et du patronat** ». « Avec la double besogne la revendication qui n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme, il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste »

La guerre de 1914, les dirigeants de la CGT malgré des rassemblements pour la paix se rallient à l'union sacrée. A compter de 1922, coexistent deux centrales : la CGT (dite confédérée) et la CGTU (unitaire).

En mars 1936, L'unité de la CGT se réalise au congrès de Toulouse. L'ampleur des défilés du 1er mai préfigure déjà la victoire électorale du Front populaire. La poussée gréviste, la ruée syndicale et les accords Matignon sont une victoire sur la misère. Le Front populaire a été une réponse à la crise sociale, économique, mais aussi morale et culturelle de la France au début des années 1930. L'unité d'action des partis communiste et socialiste, rejoints par le parti radical et la réunification syndicale ont permis de renverser le cours de l'évolution politique et sociale engagée par les forces de droite. En réponse à la marginalisation économique et culturelle des classes populaires, le Front populaire a été l'occasion pour les ouvriers de faire irruption sur la scène publique, d'y prendre leur place. L'engagement massif des salariés dans les grèves, comme dans les manifestations, témoignait d'une forte politisation associant antifascisme et revendication sociale.

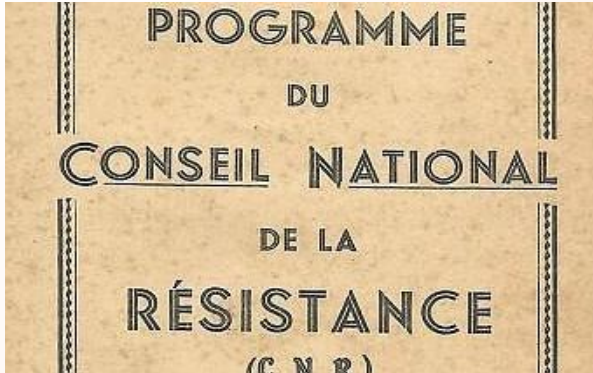
Mais la démocratisation amorcée par l'action conjointe du mouvement populaire et du gouvernement est très vite retombée : réformes abandonnées, spectre de la guerre, politique à l'égard de l'Espagne républicaine, retour des forces conservatrices aboutissant à la mise en place d'un régime de revanche sociale et de réaction. La scission de la CGT de 1939 se résorbe dans les circonstances singulières de la Résistance et de la clandestinité avec l'accord conclu au Perreux en 1943. La CGT réunifiée donne ainsi une impulsion décisive à la mise en place, le 27 mai 1943 du CNR

Le capitalisme en crise qu'elle soit conjoncturelle ou structurelle comme celle des années 1930 malgré la courte période imposée par le front populaire et ses avancées non négligeables recourt à l'extrême droite et au fascisme pour maintenir son pouvoir et sa domination

L'intervention de la CGT est déterminante quand elle pose la question d'un contenu de changement de haut niveau avec des nouveaux droits pour les travailleurs, d'une république économique et sociale, mais aussi un contenu citoyen, démocratique

L'unité se forge autour de ces enjeux

Il n'existe pas d'acquis mais de conquits qui sont remis en cause par le patronat et la classe dirigeante



Le mouvement "Libération Sud" à fait imprimer 200 000 brochures à l'imprimerie « Lions et Azzaro » de Toulon.

La prise de parole d'André Prone

Permettez-moi de commencer en rappelant un moment crucial de notre histoire, celui de la libération, où la CGT, au sein du Conseil National de la Résistance, a défendu avec vigueur des valeurs qui sont aujourd'hui menacées. À cette époque, la sécurité sociale, les retraites, les services publics étaient au cœur des préoccupations, et des mesures concrètes ont été prises pour garantir la protection sociale et les droits des travailleurs.

Le gouvernement provisoire de l'époque a pris en compte ces propositions et a créé un statut pour les fonctionnaires, assurant ainsi une stabilité financière après leur départ à la retraite. Par ailleurs les fonctionnaires ne sont pas affectés à un emploi mais à une fonction qui correspond à une qualification. Cela veut dire que les fonctionnaires bénéficient en quelque sorte d'un salaire à vie. De plus, des secteurs importants de l'économie ont été nationalisés, ainsi que de secteurs publics stratégiques tels que l'EDF, la SNCF, le CEA ou le CNRS, l'INRA, s'assurant ainsi que des secteurs essentiels de l'économie étaient protégés et orientés vers l'intérêt général plutôt que vers les profits privés.

Ces mesures ont eu pour effet de réduire la part des profits au niveau national, car une partie importante de l'activité économique était socialisée, échappant ainsi à la logique purement mercantile. C'était une période où l'accent était mis sur le bien-être collectif, où l'on reconnaissait la nécessité de garantir des conditions de vie dignes pour tous les citoyens, indépendamment de leur situation économique.

Cependant, aujourd'hui, nous assistons à une remise en cause systématique de ces acquis. Le néolibéralisme factieux, cette idéologie qui prône la primauté du marché et la réduction de l'intervention de l'État, rogne de plus en plus sur nos droits sociaux. Les politiques d'austérité réduisent la sécurité sociale, les retraites sont remises en question, et les secteurs publics sont peu à peu privatisés au nom de l'efficacité économique.

Nous devons prendre conscience que cette marche vers la privatisation généralisée met en péril notre modèle social et compromet notre avenir collectif. Car ce n'est pas seulement une question de rentabilité financière, mais une question de justice sociale et de solidarité

. La privatisation des services publics signifie souvent une détérioration de la qualité des services, une augmentation des inégalités et une perte de contrôle démocratique sur des secteurs clés de notre société.

Il est donc impératif d'agir dès maintenant pour retrouver le niveau de protection sociale et de garantie pour l'ensemble des travailleurs. Cela passe par le renforcement de la sécurité sociale, par la défense et la valorisation des services publics, par le maintien d'un système de retraite juste et équitable pour tous. Cela passe également par une réaffirmation de l'importance du rôle de l'État dans la régulation de l'économie et dans la protection des intérêts des citoyens.

En conclusion, nous devons nous inspirer du passé pour construire l'avenir. Nous devons nous rappeler des luttes passées pour défendre nos droits et nos acquis sociaux, et nous mobiliser ensemble pour préserver un modèle de société où la solidarité et le bien-être de tous priment sur les intérêts individuels et financiers. C'est notre responsabilité collective, c'est notre devoir envers les générations futures.

Jean José De Ubeda : Le CNR c'est plus de pouvoir aux travailleurs

Le Programme des jours heureux du Conseil National de la Résistance (CNR) mettait en avant l'importance de la participation des travailleurs .

Quelle était la signification réelle de cet objectif à l'époque ? Et qu'en est-il aujourd'hui, 80 ans plus tard ? Peut-on encore envisager de telles aspirations dans le contexte mondial actuel de mondialisation et de capitalisme libéral ?

Le Programme des jours heureux abordait deux domaines d'intervention : le plan économique et le plan social. Sur le plan économique, il prônait une démocratie économique et sociale, écartant les grandes féodalités économiques de la direction de l'économie. Aujourd'hui, cette notion de démocratie est souvent confisquée au nom du dogme économique libéral, reléguant les travailleurs à un rôle passif dans la création et la destination de la richesse qu'ils produisent. Par des conditions de travail aliénantes, ils sont souvent éloignés des fruits de leur labeur.

Concernant le plan social, le CNR prévoyait le droit au travail et au repos, ainsi qu'un juste niveau de salaire et de traitement pour assurer une vie digne à chaque travailleur et sa famille. Ces idéaux sont-ils encore atteignables aujourd'hui, alors que les attaques contre les droits des travailleurs se multiplient ?

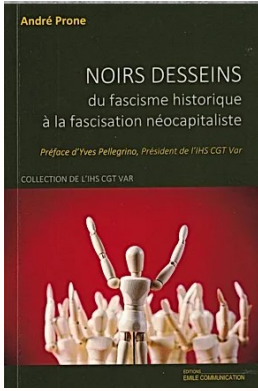
D'autres propositions du CNR, telles que la nationalisation des moyens de production, le développement des coopératives et le droit des travailleurs à participer à la direction de l'économie. Il se pose la question de savoir si ces ambitions sont toujours réalisables dans un monde où les intérêts particuliers dominent souvent sur l'intérêt général.

Je souligne l'importance de ne pas oublier les leçons de l'histoire et de poursuivre la lutte pour un modèle économique et social plus juste, en s'appuyant sur les enseignements de philosophes tels que Karl Marx. La question demeure : renoncer à ces idéaux serait-il une utopie ?

Les discussions ont souligné l'importance des réformes sociales initiées par le CNR et les défis actuels face au capitalisme. Un diaporama et une vidéo de Sophie Binet ont illustré les propositions de la CGT pour un modèle social plus équitable. La journée s'est conclue sur un appel à l'unité et à l'action collective pour contrer les dérives libérales et favoriser une émancipation plus grande des travailleurs.

93 militants , syndiqués des différentes entreprises et des services publics comme Carrefour, les impôts, la santé, travailleurs de l'Etat ...ont participé à la journée d'étude

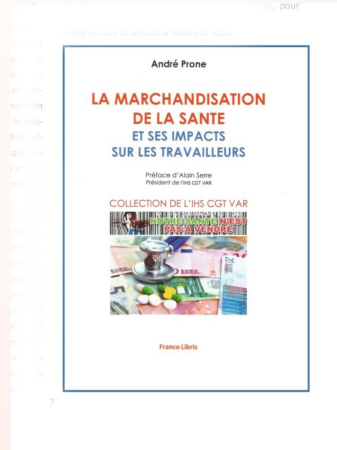
Les publications de l'institut



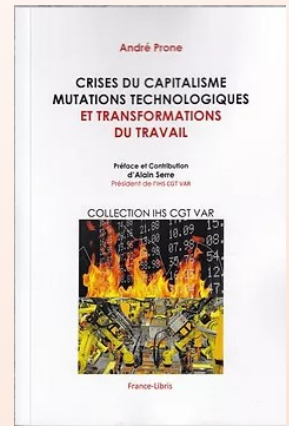
6€



3€



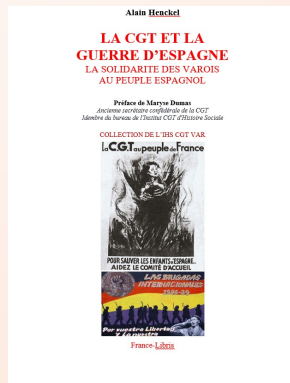
3€



4€



4€



5€



3€



Luites et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

NOM : PRNOM.....

ADRESSE :

AU CHOIX : (merci de cocher une case) Adhésion seule : 12 € Abonnement annuel 4 numéros : 8 €

Adhésion et abonnement annuel 4 numéros : 20 €

A retourner à : l'IHS CGT Var Bourse du travail 13 avenue Amiral Collet 83130 Toulon Tel : 04 94 18 94 50